

DOSSIER

Enseignement catholique actualités n° 378, avril-mai 2017



**L'enseignement professionnel
se réinvente**



© Fondation Don Bosco

© N.E.S.

L'enseignement professionnel est en pleine mutation. S'il reste un univers mal connu, il a gagné en crédit et noblesse auprès des jeunes et de leurs familles depuis la réforme de 2009. Riche de nombreux atouts et de nouvelles stratégies, l'enseignement professionnel s'affirme comme une voie de réussite à part entière, avec poursuite d'études après le bac.

Des stratégies nouvelles pour la voie professionnelle

Aurélie Sobocinski

Maillon clé du système éducatif et de l'enseignement catholique en particulier, réputé pour sa capacité à anticiper les évolutions sociétales et à proposer des parcours ajustés et porteurs de sens aux jeunes qu'il accueille, l'enseignement professionnel se trouve aujourd'hui à une croisée des chemins. D'un côté, la mutation des métiers à l'ère du numérique¹, l'insuffisance de candidats pour certaines filières alors que persiste un fort chômage des jeunes, un monde de l'entreprise qui s'inquiète, et des établissements qui s'attellent à faire évoluer les parcours de formation via le développement des stages en entreprise et de l'alternance. De l'autre, des lycéens, plus changeants et zappeurs dans leurs projets, qui ont besoin d'un accompagnement mobilisateur et différencié dans leur parcours.

Au cœur de cette tension, quel devenir pour la voie professionnelle qui représente 300 lycées dans l'enseignement catholique dont 66 % en tertiaire, 22 % en production et 12 % en hôtellerie ? Quelle place pour ses formations dans la logique d'un parcours bac -3/ bac +3 ? Leur responsabilité stratégique doit-elle être confiée aux régions comme plaident certaines voix à la veille de la présidentielle ?

La réforme de 2009 a changé la donne. Six ans après le passage du bac pro de quatre à trois ans et l'arrivée de lycéens plus jeunes au niveau du diplôme tandis que le marché du travail s'est fortement resserré et que l'évolution

des technologies et des organisations conduit les employeurs à recruter de plus en plus à partir du niveau bac +2, le tableau paraît en demi-teintes. « *La réussite au sein de la voie professionnelle reste très conditionnée par les filières* », résume Vincent Troger (*lire interview p. VI*). Le chercheur constate « *un nouveau clivage problématique entre ses différents publics* » avec pour chacun d'entre eux de nouveaux défis à relever pour les établissements.

Pour une partie des élèves (20 % environ), inscrits essentiellement dans les bacs pro du secteur industriel et de la restauration, qui parviennent à s'insérer professionnellement ou à poursuivre en BTS, cette « rénovation » a redonné une certaine « noblesse » au diplôme. S'agissant des élèves des sections tertiaires, ils sont plus que jamais encouragés à une poursuite d'études dans l'enseignement supérieur – prépa BTS, prépa de concours, BTS – pour gagner en maturité et en compétences afin d'assurer leur insertion professionnelle. Quant aux 20 % de jeunes lycéens qui n'obtiennent pas le bac et/ou décrochent, fragilisés par un temps de formation devenu trop court, la disparition du BEP et l'offre réduite du CAP, le défi de leur accompagnement à travers le développement de dispositifs comme l'École de la Deuxième chance, vient réaffirmer tout le rôle social de cet enseignement.

À cette disparité entre les publics, s'ajoute la



nécessité de relayer l'image d'une filière dynamique et en pleine mutation, mais aussi de l'installer de façon pérenne dans les mentalités comme une voie d'épanouissement et de réussite comme les autres. « *Aujourd'hui, l'enseignement pro reste trop souvent utilisé comme une orientation par défaut en sortie de collège alors que sa force est de proposer une pédagogie qui réconcilie les jeunes avec la démarche d'apprentissage* », constate Jean-Marc Petit, chargé de l'enseignement professionnel au Secrétariat général de l'enseignement catholique (Sgéc). À la rentrée 2016, l'enseignement professionnel sous contrat a enregistré de fait une baisse de 1 100 élèves, à relativiser toutefois compte tenu du développement des effectifs de l'alternance difficiles à quantifier.

Voilà pourquoi les équipes travaillent aujourd'hui à une orientation construite vers l'enseignement professionnel et à intégrer davantage de souplesse et de transversalité dans les parcours. La question est de savoir quelle formation et quelle insertion veut-on réellement pour ces jeunes qui représentent 27 % d'une classe d'âge au lycée dans le privé (35 % dans le public) ? « *Le défi majeur, c'est la différenciation des contenus d'enseignement qui intègrent plusieurs approches cognitives, alors que l'on a de plus en plus de décrocheurs et de phobiques scolaires et ce, dès le collège. La question du dialogue interculturel est au cœur du lycée professionnel !* », estime Dominique Campana, formateur à l'École des cadres missionnés.

Dans un contexte aussi renouvelé par la loi pour la refondation de l'École, la loi sur la formation professionnelle et celle portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, « *tout l'enjeu est de tenir le cap d'une ambition éducative qui promeut toutes les formes d'intelligence* », relève Jean-Marc Petit. Les établissements de l'enseignement catholique ont « *des stratégies nouvelles* » à développer au service de la réussite de tous et de la vocation personnelle et sociale de chacun, comme l'a fait valoir le dernier texte d'orientation pour la voie professionnelle, voté au Comité national de l'enseignement catholique (Cnec) fin 2015². Dernier argument en date : « *la sur-représentation des lycées professionnels : 32 sur 300 lycées* », saluée par Yann Diraison, adjoint au secrétaire général de l'enseignement catholique, parmi les 107 « *établissements à moyens renforcés* » identifiés comme les plus au service de la mixité sociale et scolaire pour la rentrée 2017 et validés par le ministère de l'Éducation nationale.

« *Pour proposer des parcours porteurs de sens et d'avenir, et réduire le poids des déterminismes sociaux, il faut sortir du cadre du lycée professionnel stricto sensu* », explique Bernard Michel, président de l'UNETP. « *Le changement majeur doit intervenir d'abord au niveau de la pédagogie, avec une façon plus personnalisée, plus modulaire, plus réversible d'aborder les cursus. Il s'agit de quitter le fonctionnement en tuyaux d'orgue anxigène* », estime, pour sa part, Brigitte Chibani-Mandeville, directrice du groupe scolaire Saint-Vincent-de-Paul à Paris (lire pp. XII-XIII).

TAXE D'APPRENTISSAGE : LA FIN DE L'ÈRE DU GUICHET

La loi sur la formation professionnelle de mars 2014 impacte les modalités de financement des établissements en transférant directement à la Région une part accrue de la taxe d'apprentissage que les lycées recevaient au titre de leur formation initiale sous statut scolaire. « *Nous devons faire plus avec moins, c'est une opportunité pour innover et se différencier* », déclare Jean-François Desbonnet, directeur du CFA régional Saint-Louis et du lycée Saint-Nicolas-Barré à Armentières. « *La question est celle de la capacité de nos établissements à développer une véritable culture de la coopération avec l'entreprise, qui fléchera d'autant plus logiquement sa taxe d'apprentissage*, estime Jean-Marc Petit, délégué général de Renasup. *Tout cela en s'inscrivant dans une démarche de réponse aux appels à projets et pourquoi pas de recours au mécénat et aux fondations. Le temps du distributeur est révolu ! Il nous faut être proactifs et force de proposition vis-à-vis des régions !* » AS

L'UNETP aux côtés des établissements

Bernard Michel, président de l'UNETP (Union nationale de l'enseignement technique privé), fait le point sur les mutations à engager pour accroître l'attractivité des lycées professionnels.



Bernard Michel,
président de
l'UNETP.

À quels défis doit faire face l'enseignement professionnel privé ?

Bernard Michel : Tout l'enjeu aujourd'hui est de promouvoir nos filières comme des voies de réussite, personnelle et professionnelle. Cela passe par la pérennisation de nos structures dans un continuum bac -3 / bac +3. Nous devons être force de proposition au niveau national pour déployer dans nos lycées des parcours de réussite spécifiques, en adéquation avec les besoins des branches professionnelles. Nos formations doivent s'adapter aux évolutions techniques dans un environnement financier de plus en plus contraint. La baisse importante de la collecte de la taxe d'apprentissage en particulier va exiger la recherche d'autres ressources.

Comment faire ?

B. M. : Il nous faut renforcer les synergies avec le monde des entreprises. Mais aussi faire évoluer

nos pratiques pédagogiques en mixant les publics et les parcours. Enfin, nous devons accentuer les partenariats locaux afin de limiter les coûts de fonctionnement.

Comment l'UNETP accompagne-t-elle les établissements dans cette mutation ?

B. M. : Nous aidons les chefs d'établissement dans la mise en œuvre de conventions de jumelage avec les collèges. Notre objectif : améliorer la transition entre la 3^e et le lycée professionnel. Croire à la réussite de tous les jeunes, c'est s'inscrire dans une culture de l'audace et de l'innovation. C'est pourquoi nous organisons les 8 et 9 novembre 2017, à Paris, un colloque intitulé « Osons l'École 2 : fabrique d'innovation », où l'on pourra mutualiser les pratiques. À l'échelle territoriale enfin, l'UNETP soutient les délégués régionaux dans la mise en œuvre de stratégies auprès des conseils régionaux afin, notamment, d'améliorer l'aide financière aux établissements.

Propos recueillis par Aurélie Sobocinski

Ce décloisonnement passe par un lycée réellement polyvalent, capable de pratiques pédagogiques variées (pédagogie de projet, création d'ateliers, classe inversée, e-learning) et proposant du sur-mesure avec des cycles CAP / bac pro en quatre ans, des classes de 2^{de} aménagées, des passerelles sécurisées... « *Ce qui compte, c'est le développement d'un modèle de certification par compétences, très en lien avec le monde professionnel mais arrimé au socle commun et ouvert à l'international, fait valoir Luc Martin, directeur du lycée professionnel Saint-Martin à Palaiseau, dans l'Essonne. Il faudrait proposer un cursus par étapes, en s'appuyant sur les ECVET (European Credits for Vocational Education and Training), dépassant la structuration actuelle en séries et aller vers la construction d'une posture qui permette aux jeunes de s'adapter à n'importe quel environnement et métier.* »

Autre point à travailler : l'organisation de la vie scolaire pour créer de véritables lieux de vie (campus, foyers), souligne Pierre Marsollier, délégué général du Sgec et président de la commission « Avenir de l'enseignement professionnel ». Sans oublier une animation et

une proposition pastorales adaptées à l'environnement d'une formation professionnelle (incarnation, témoignage...). « *Tout seul, un établissement ne peut agir. À l'heure où toutes les réflexions politiques amènent à réaliser des économies et où la régionalisation se renforce, des sauts décisifs sont à faire dans nos modes de fonctionnement pour travailler davantage en réseau. C'est un réel changement de métier* », affirme Bernard Michel. Chaque structure est appelée à un travail de déploiement et de complémentarité. Tant en amont avec les collèges, appuyés par une communication et une formation soutenues des prescripteurs comme des usagers (cf. le dernier Mooc de Renasup³), qu'en aval avec d'autres lycées, établissements d'enseignement supérieur, CFA, CFC (centre de formation continue) et le monde professionnel. Il s'agit bien de proposer des parcours sécurisés permettant d'aller potentiellement du CAP au titre d'ingénieur. Car contrairement à l'enseignement public, l'enseignement catholique compte encore une proportion importante de lycées professionnels isolés. « *À l'inscription, les élèves ne partent plus avec l'idée d'obtenir le bac pro mais*



© Cneap

de poursuivre vers le BTS et au-delà ! », indique Christophe Leroy, chef d'établissement d'Ozanim / Epil à Lille. « L'enjeu est de développer toutes formes de passerelles – entre bacs pro et BTS, entre BTS et formations supérieures longues... – notamment grâce à la mise en place de Cordées de la réussite (lire p. XV), d'enseignants sur les deux niveaux, de modules de préparation à la poursuite d'études ou encore d'accueil en BTS des bacheliers pro... », reprend Luc Martin. Au sein de ces ensembles plus vastes, la labellisation du type « lycée (ou campus) des métiers » a d'ailleurs pris un tour quasi indispensable.

Mutualiser les équipements

Autre grand défi : la mixité des parcours et des publics. « Quand on dit décroisement, cela veut dire aussi mise en lien de l'ensemble des voies et des statuts, y compris pour les personnels, dans une logique d'établissements formateurs tout au long de la vie », considère Philippe Poussin, secrétaire général du Conseil national de l'enseignement agricole privé (Cneap), dont le réseau travaille sur la notion de « centre de formation professionnelle », moins limitative que celle de « lycée ». Avec une place singulière donnée à l'apprentissage, et, derrière, l'enjeu d'une culture du lien à construire avec les entreprises. « Il n'y a pas de modèles mais des solutions de proximité, de bon sens, en souplesse. Le temps de la modélisation qui vient d'en haut est révolu », pointe Jean-Marc Petit. Dans le viseur, « pas de recours non plus à la fusion systématique,

mais une mise en synergie inter-établissements qui serve les intérêts de parcours de formation avant les intérêts économiques, de mutualisation des moyens, plateformes, équipements techniques et permette la mise au jour d'une carte des formations attractive pour les familles... », décrit Pascal Delplanque, adjoint à la direction diocésaine de Lille, dont l'un des grands chantiers vise à ce qu'il n'y ait plus un seul lycée professionnel isolé (près de 127 selon la dernière enquête de l'enseignement catholique).

Ce cap fixé pose la question du pilotage pédagogique : « Il nous faut convaincre aujourd'hui les équipes que l'avenir passe par cette possibilité d'aller-retour entre les systèmes de formation pour qu'elles soient les acteurs de ce changement », souligne Jean-François Bessières, directeur de l'association Formation et Métier à Marseille. Sur le plan territorial, cela plaide pour une organisation concertée, garante de l'interlocution avec les nouvelles régions académiques. « Notre grand défi, c'est de démontrer que l'on peut évoluer et innover, soutient Pierre Marsollier, délégué général au Sgec. Si la problématique du lycée professionnel est cruciale, elle constitue aussi l'antichambre de celle du lycée tout entier. »

Un cadre scolaire et pédagogique, dans les serres du campus de Pouillé aux Ponts-de-Gé (49).

1. Voir par exemple le LP Saint-Joseph de Gabarret (40) qui prépare dès la seconde aux métiers du numérique.

2. Dans un contexte nouveau, des stratégies nouvelles pour la voie professionnelle, texte d'orientation, Cneap, 26 novembre 2015.

3. www.mooc-renasup.org

DES LYCÉES POUR FORMER TOUT AU LONG DE LA VIE

La réforme du bac pro aurait-elle changé la donne au sein de la voie professionnelle mais aussi du lycée dans son ensemble ? C'est l'avis de Vincent Troger, chercheur au Cren (Centre de recherche en éducation de Nantes) qui identifie de nouveaux défis.



D.R.

Vincent Troger, chercheur.

Quels ont été les effets du passage du bac pro de 4 à 3 ans ?

Vincent Troger : Le premier constat est que l'enseignement professionnel ne se porte pas trop mal. La réforme a été un succès : les élèves

qui entrent dans cette voie arrivent pour plus de la moitié (59 %) avec un projet d'études post-bac et 35 % le concrétisent. Ce désenclavement était l'un des grands objectifs de la réforme.

Vous dites pourtant que cette réforme a introduit un clivage parmi ses publics...

V. T. : La réussite des élèves reste très conditionnée par les filières. Environ 20 % d'entre eux, essentiellement en bac pro du secteur industriel, parviennent à poursuivre leurs études en BTS, où ils sont rapidement opérationnels. À l'inverse, ceux qui ont plus de difficultés sont surtout les élèves en bac pro tertiaire – à l'exception notable des filières sanitaires et sociales –, où une fois admis en BTS, ils se trouvent en concurrence avec les bacs généraux et STMG (sciences et technologies du management et de la gestion). Enfin, il y a ceux – 20 % environ – qui n'obtiennent pas le bac et/ou décrochent, fragilisés par la disparition progressive du BEP qui ne constitue plus un filet de sécurité, et la marginalisation du CAP.

Comment améliorer la réussite de tous ?

V. T. : En les accompagnant d'abord ! Ces élèves, qui appartiennent majoritairement à des familles modestes, sont des « étagistes » : ils ont du mal à se projeter dans un avenir à long terme et ont besoin des enseignants pour les aider ! Une personnalisation accrue du travail des élèves devrait être aussi introduite par des systèmes de progression et de soutien différenciés (travaux dirigés libres, plateformes de travail en ligne...). De même, il faudrait pouvoir aller vers plus d'assouplissement des parcours bac -3 / bac +3, en proposant à ceux qui en ont besoin de

préparer le bac en quatre ans, ou de suivre une année d'adaptation au BTS.

Vous appelez aussi à travailler la relation aux entreprises...

V. T. : C'est le sujet le plus sensible : en France, il n'y a pas de tradition d'accueil des élèves dans l'entreprise. La grande jeunesse des élèves en bac pro ajoute à ce problème. Or un stage qui se passe mal peut faire basculer l'élève dans un rapport négatif à sa spécialité. On pourrait former des salariés au tutorat des élèves grâce à un fonds financé par les entreprises ou par une partie de la taxe d'apprentissage. Autre axe : le développement de la formation en alternance, plébiscitée par de plus en plus de jeunes. Il faut créer un véritable *continuum*, aller vers des lycées qui soient formateurs tout au long de la vie et offrent des passerelles entre formation initiale, apprentissage et formation continue.

Le transfert de la formation professionnelle aux régions peut-il répondre à ces besoins ?

V. T. : S'il permettait la mutualisation des moyens entre centres de formation d'apprentis et bacs pro, ce serait un progrès évident vers des parcours de formation plus souples, en s'appuyant à la fois sur les ressources régionales mais en prévoyant aussi des moyens pour aider ceux qui le souhaitent à concrétiser un projet de formation professionnelle ailleurs sur le territoire. Un dispositif de régulation doit aussi être mis en place pour pallier la question des inégalités régionales.

Cette régionalisation ne risque-t-elle pas de mettre à mal les lycées polyvalents ?

V. T. : On est à la croisée des chemins. Soit on assume qu'il existe *grosso modo* deux voies – la générale et la professionnelle – que l'on différencie. Soit on absorbe une partie de l'enseignement professionnel dans des filières générales à tendance professionnelle. Mais face à un système excessivement centralisé et exclusivement gestionnaire des flux et des coûts, on ne peut plus rester dans le compromis.

Propos recueillis par A. Sobocinski

La force des partenariats

CAP, bac pro, apprentissage... La filière Sécurité de l'Institut Nicolas-Barré d'Armentières (59) joue la complémentarité des cursus pour faciliter l'intégration professionnelle. Un objectif facilité par les partenariats, comme celui noué avec les pompiers de Paris.

Coline Léger



© C. Léger

« Pendant cinq semaines, les terminales interviennent dans les véhicules de secours au même titre que les autres sapeurs-pompiers. C'est pourquoi la majorité est requise », explique Bruno Leconte, coordinateur de cette filière. « L'an dernier, une élève a, par exemple, accouché une femme à domicile » se souvient Bénédicte Verhague, professeur référente BSPP. Ce stage est le sésame d'un recrutement à la BSPP, une fois le bac en poche, à la condition de passer les tests physiques et médicaux. L'établissement joue la complémentarité des cursus pour favoriser l'intégration de tous. Certains élèves de CAP font ainsi le choix de l'apprentissage, pour obtenir un brevet professionnel d'Agent technique de prévention et de sécurité (BP ATPS). C'est le cas de Jordan, déscolarisé après deux années de CAP, qui a repris ses

Dans un caisson de tôle ondulée, une dizaine d'élèves, en tenue de sapeurs-pompiers, s'entraînent à éteindre les flammes crachées par un simulateur contrôlable à distance. Pendant ce temps, une partie de leurs camarades font des rondes dans l'établissement. Munis d'une radio portative, ils signalent les anomalies (issues de secours bloquées, carreaux cassés, etc.) aux élèves restés en classe. Tous sont en première année de CAP Agent de sécurité, à l'Institut Nicolas-Barré d'Armentières (Nord) qui compte notamment, en plus du lycée général, une unité de formation par apprentissage, et un centre de formation professionnelle. Si le CAP les prépare avant tout aux métiers de la sécurité privée, ils peuvent aussi, en poursuivant leurs études, s'orienter vers la sécurité publique (police, gendarmerie) ou civile (sapeurs-pompiers).

C'est le cas d'Hugo, en dernière année de CAP. Il s'apprête à rejoindre la classe de 1^{re} bac pro Métiers de la sécurité. Son objectif : faire son stage au sein de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP). C'est l'une des particularités de l'établissement, le seul en province à avoir noué ce partenariat prestigieux, qui vient s'ajouter à celui conclu avec le 132^e Bataillon cynophile de l'armée de terre (pour les stages des CAP).

Les pompiers de Paris sélectionnent chaque

Hugo et Lucie ont choisi de faire leur stage professionnel chez les pompiers de Paris.

études via l'alternance. « Ce brevet leur donne accès à un diplôme de niveau IV, aujourd'hui nécessaire à la plupart des concours, notamment la gendarmerie et la police », souligne Bruno Leconte. Une garantie supplémentaire de trouver leur place dans le milieu professionnel.

Des plateaux techniques dernier cri

L'Institut Nicolas-Barré d'Armentières, labellisé « lycée des métiers » de la prévention sécurité, de l'automobile et de la maintenance des matériels, forme 750 lycéens, plus de 170 apprentis et 90 jeunes en contrats de professionnalisation, dans trois filières : le commerce, la sécurité, la maintenance (engins de travaux publics, véhicules et aéronautique). Il prépare également au bac S option Sciences de l'ingénieur, en partenariat avec le lycée Saint-Jude. Il y a trois ans, 7 000 m² de construction et rénovation ont doté l'établissement de plateaux techniques de pointe (mécanique auto et carrosserie, maintenance des matériels, caissons de feux, véhicule de désincarcération, salle de secourisme, magasin de vente...). **CL**

Les lycées hôteliers ont le vent en poupe

Des élèves passionnés par la cuisine, de plus en plus nombreux à faire acte de candidature, des professionnels de l'hôtellerie et la restauration qui se bousculent pour les recruter...

Le Lycée des métiers Sainte-Anne de Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, est devenu une référence.

Laurence Estival



© L. Estival

Une bonne odeur s'échappe de la cuisine où cuisent brioches et autres tartes aux pommes. La quinzaine d'élèves du CAP Pâtisserie du Lycée des métiers Sainte-Anne, de Saint-Nazaire, s'activent ce lundi après-midi, sans ménager leurs efforts... Et pour cause : « Devenir pâtissière était un rêve d'enfant », confie la blonde Anaïs. La jeune fille a posé sa candidature pour suivre un des cursus phares de l'établissement, comme sa camarade Fanny qui rêve d'ouvrir sa propre pâtisserie. Les chiffres ont en effet de quoi donner le vertige : « Nous recevons une centaine de candidatures d'élèves tous motivés pour une quinzaine de places », lance, pas peu fier, Joseph Le Gal, le directeur du lycée hôtelier Sainte-Anne. Pour faire partie des heureux élus, Anaïs n'a d'ailleurs pas hésité, en professionnelle avant l'heure, à joindre à son dossier son « book » réalisé à partir des photos de ses « créations », les gâteaux qu'elle réalise depuis sa tendre enfance dans la cuisine familiale... Sa détermination lui a déjà aussi permis de convaincre le célèbre pâtissier Pierre Hermé de l'accueillir en stage sans recommandations.

Les élèves du CAP Chocolaterie devant leurs créations.

Anaïs a certes eu de la chance mais pas seulement... Car dans le milieu professionnel, être à Sainte-Anne vaut tous les passeports du monde. « Nous mettons l'excellence au cœur de notre projet éducatif », poursuit Joseph Le Gal. On ne compte plus les chefs étoilés qui ont fait leurs classes dans les cuisines d'apprentissage du lycée et se sont entraînés dans le restaurant d'application. À tour de rôle, du CAP au BTS, tous les élèves mijotent des plats, accueillent et servent à la table les convives extérieurs qui se pressent à l'heure du déjeuner ou pour les dîners thématiques. Le tout dans une ambiance qui n'a rien à envier aux palaces les plus sélects. « Le savoir-être, c'est la qualité première que recherchent les recruteurs. C'est pourquoi, nous sommes attentifs à cette dimension et nous avons établi un dress code qui s'applique à tous les élèves, même en-dehors du restaurant d'application », précise Joseph Le Gal.

Pas de quoi repousser les élèves. « Nous bénéficions de la sur-médiatisation créée autour de la cuisine par la multiplication d'émissions télévisées à forte audience, reconnaît-il. Mais nous accueillons aussi des élèves qui vont remettre le pied à l'étrier grâce à nos formations. Nos programmes ne sont pas des voies de garage. La poursuite d'études permet à chacun de trouver sa voie au fur et à mesure que son projet professionnel s'affirme. » C'est notamment le cas de Fanny qui envisage de préparer un CAP Chocolaterie après son CAP Pâtisserie. « Ces deux formations sont complémentaires », explique la jeune fille.

Un vrai engouement pour la cuisine

Marie, aujourd'hui en BTS Hôtellerie, option Art culinaire, art de la table et du service, a elle aussi fait un sacré parcours ! « Très vite, quand j'étais au collège, je me suis intéressée à la



Les élèves servent à table des convives venus de l'extérieur dans le restaurant d'application.

restauration. Mon stage de troisième a confirmé ce qui n'était encore qu'une intuition », se souvient celle qui, en dépit d'un niveau scolaire autorisant son entrée en bac techno, a préféré s'inscrire en bac pro. « J'avais envie d'un enseignement plus pratique pour m'initier aux gestes professionnels. C'est fondamental dans ce métier de connaître les bases », met-elle en évidence. Bonne pioche ! Lauréate du concours Meilleur apprenti de France en octobre 2014, Marie a décidé, son diplôme en poche, de poursuivre en BTS – où elle est actuellement major de promotion – pour élargir son horizon. Son nouveau challenge ? Décrocher à terme un poste d'encadrement dans un groupe hôtelier ou un grand restaurant, non sans avoir au préalable suivi une mention supplémentaire Barman ou Sommelier (des cursus en un an) pour mieux comprendre de l'intérieur le contenu de ces métiers. Indispensable pour devenir un bon manager à l'écoute des clients mais aussi de ses équipes.

La capacité de l'établissement à s'adapter aux tendances émergentes est aussi ce qui fait sa force. Le lycée ouvrira ainsi l'année prochaine une mention complémentaire « Desserts à la table », pour prendre en compte les nouvelles attentes des restaurateurs qui proposent de plus en plus des desserts réalisés à la dernière minute, devant les convives. Autre piste de développement : l'extension aux élèves de

formations autour du snacking. Déjà mises en place par le département formation continue de l'établissement, elles sont très prisées des professionnels auxquels sont proposés des stages sur mesure. Mais aussi des adultes, en quête de reconversion professionnelle, conscients du tremplin que leur offrira à eux aussi le passage par Sainte-Anne. Et cette réputation dépasse même les

frontières de l'Hexagone : les projets fourmillent comme celui porté par la classe de BTS.

La moitié de la promotion vient de se rendre à Berlin pour préparer un dîner festif « à la française » à l'ambassade de France, à l'occasion de la manifestation « Goût de France » qui fait la promotion de la cuisine et de la qualité du service des serveurs et maîtres d'hôtel tricolores... L'établissement, déjà très présent à l'international – de plus en plus d'élèves y font leur stage –, vient en outre de signer un accord de partenariat avec l'Inde et le Népal. Objectif : former les futurs cuisiniers du sous-continent asiatique. Une consécration !



Fanny et Anaïs, élèves en CAP Pâtisserie, rêvent d'ouvrir leur propre pâtisserie.

LA FORCE DU RÉSEAU. L'union fait la force. Telle est la devise des cinquante-huit établissements qui se sont regroupés au sein de l'Anephot (Association nationale des écoles privées d'hôtellerie et de tourisme), créant ainsi une véritable dynamique. Destinée à faire connaître les formations proposées par les établissements aux jeunes en participant ensemble à des manifestations de promotion, cette association a également réussi à nouer des partenariats avec les entreprises. D'Accor à Sodexo en passant par le Groupe Flo et les cafés haut de gamme Malongo, elles sont de plus en plus nombreuses à courtiser les élèves et les diplômés. Non sans raison : le secteur recrute et manque de bras ! **LE** ➤ www.anephot.org

Un bac pro et plus, si affinités

Tremplin vers la poursuite d'étude ou le marché du travail, le lycée professionnel La Cordeille, à Ollioules (83), permet à chaque élève de réussir son projet professionnel. Et pour faire connaître ses filières, des stages d'une demi-journée sont proposés aux 3^{es}.

Laurence Estival



Le lycée professionnel - externat Saint-Joseph - La Cordeille, à Ollioules, dans le Var.

Dans l'atelier, penchée sur sa table de travail aux côtés de ses camarades, Alice est imperturbable. Près de six mois après son inscription en 2^{de} professionnelle Microtechniques au lycée La Cordeille à Ollioules, dans le Var, elle ne regrette pas son choix. « J'ai découvert cette spécialité lors d'un forum des métiers. Ça m'a tout de suite intéressée, déclare-t-elle en souriant. Au collège, je m'ennuyais. Au lycée pro, ce n'est pas le cas. Les professeurs sont attentionnés. Mes amis, qui sont partis en 2^{de} générale, me disent que j'ai de la chance ! », ajoute celle qui se voit déjà, son bac pro en poche, à la tête de sa future entreprise, dessinant et fabricant des pièces sur-mesure pour ses clients. Comme Alice, Arthur, en 2^{de} professionnelle Microtechniques est arrivé dans l'établissement par choix car il aurait pu, lui aussi, s'orienter vers une 2^{de} générale. « Depuis que je suis enfant, j'adore démonter les petits appareils. Continuer dans l'enseignement général ne me motivait pas car c'était trop théorique et j'avais envie de plus de cours pratiques », détaille-t-il, plongé dans le démontage d'un combiné téléphonique. À quelques

D.R. pas de là, quelques élèves s'initient au fonctionnement de l'imprimante 3D, dernier joujou technologique acquis par le lycée pour préparer les futurs diplômés au maniement de ces machines qui feront partie de leur environnement de travail futur.

Un accompagnement renforcé

Des élèves motivés, des équipements high-tech... Pas de doute : la visite de l'atelier donne une idée à mille lieues des clichés sur l'enseignement professionnel. Bien sûr, certains élèves sont arrivés en situation d'échec scolaire. Mais quelques mois plus tard, la métamorphose est visible pour la plupart d'entre eux : « Ici, on reprend confiance en soi, les profs ne sont pas là pour nous casser », résume Louis, en terminale bac pro Maintenance des équipements industriels, bien décidé à s'appuyer sur ses acquis pour continuer l'année prochaine en BTS. Louis n'est d'ailleurs pas un cas isolé. « La quasi-totalité des élèves souhaitent poursuivre leurs études afin d'évoluer professionnellement. Pour beaucoup, le passage par un bac pro est le moyen



Les élèves en bac pro Microtechniques s'initient au maniement de l'imprimante 3D.

© L. Estival de remettre le pied à l'étrier. Mais le challenge est de taille. La marche est importante, notamment dans les matières générales. Ils vont devoir s'accrocher », reconnaît Christel Louis, qui dirige l'établissement.

Pour les aider à franchir les obstacles, une préparation spécifique a été mise en place en terminale. Chaque mercredi matin, pendant deux heures, des petits groupes réunissant des élèves de toutes les filières suivent alternativement des enseignements renforcés en maths, français et

anglais. Pendant ce temps, leurs camarades qui envisagent de chercher un emploi après le bac, ont des cours supplémentaires dans les ateliers pour perfectionner leurs pratiques professionnelles.

Ce mercredi matin, Olivier Bardy, professeur de mathématiques, a préparé pour ceux qui souhaitent poursuivre leurs études, un cours sur les nombres complexes.

« Ce n'est pas au programme du bac pro. Il s'agit de les familiariser avec ces notions qui sont au programme de BTS », met-il en évidence. Dans une autre salle, l'heure est au décodage d'une vidéo de la BBC en anglais. « Je les incite à enrichir leur vocabulaire en regardant chez eux des séries ou des films en anglais », insiste Isabelle Guignot, leur professeur d'anglais.

Innovations tous azimuts

Ces efforts commencent à porter leurs fruits. « Au-delà du BTS, nous avons chaque année quelques élèves qui poursuivent ensuite en licence, licence pro ou en école d'ingénieur mais cela reste quand même minoritaire », souligne Christel Louis. Le lycée professionnel, qui propose une 3^e prépa pro permettant aux élèves de « tester » les différents enseignements et de bénéficier de trois semaines de stages, offre aussi pour les classes de 3^e des « mini-stages » d'une demi-journée pour découvrir concrètement les filières proposées.



© L'Estival

Alice, en 2^{de} pro Microtechniques, s'applique à sa table de travail.

Ce travail de sensibilisation effectué tant en amont qu'en aval, en favorisant la poursuite d'études, convainc.

Pour attirer les candidats, le lycée pro a en outre su s'adapter à l'air du temps : dans la filière Systèmes numériques, bien en phase avec les attentes du milieu professionnel, un partenariat a été signé avec la Marine nationale. Celle-ci accueille en formation des élèves volontaires auxquels on pourra proposer, en fin de cursus, un contrat en fonction de leur profil. Autre initiative : la possibilité pour les bacs pro Mécanique automobile de faire un stage à l'étranger grâce à un accord avec BMW qui propose chaque année aux plus motivés ayant eu, au préalable, un enseignement en allemand, de rejoindre une de ses usines en Bavière. D'autres projets sont aussi dans les cartons, comme le lancement de certaines formations en apprentissage. « Mais le plus difficile est bien souvent de convaincre les parents », regrette Christel Louis, bien décidée à poursuivre son opération séduction...

LYCÉE OU CAMPUS DES MÉTIERS, DEUX LABELS DIFFÉRENTS

- Le label « lycée des métiers » est délivré à un établissement par les recteurs d'académie pour une durée de cinq ans. 173 LP privés ont ce label. Objectif : accroître sa visibilité par rapport aux domaines de formation développés auprès des élèves, de leur famille et des professionnels.

- Le label « campus des métiers et des qualifications » désigne quant à lui plusieurs établissements de l'enseignement secondaire et professionnel offrant une large gamme de formations professionnelles, technologiques et générales, en formation initiale et continue. Et ce, autour d'un secteur d'activité d'excellence, en lien avec un pôle de compétitivité, correspondant à un enjeu économique national ou régional. Ce label est attribué par une commission regroupant des représentants des ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle et de l'Économie, pour une durée de quatre ans. Chaque année, un nouvel appel à projets est lancé pour la création de nouveaux campus. 77 campus ont été labellisés. 5 LP privés ont ce label et 2 vont l'obtenir. **LE**

Vive le lycée décroisonné !

Seconde pro de détermination, stages de découverte des filières..., le lycée polyvalent Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, multiplie les passerelles pour aider chaque élève à trouver sa voie.

Aurélié Sobocinski



© A. Sobocinski

Niché à deux pas de la bruyante place d'Italie à Paris, le groupe Saint-Vincent-de-Paul réunit un lycée général, technologique et professionnel, un pôle post-bac (BTS et licence pro), un centre de formation continue et une unité de formation d'apprentis (UFA). Entre ses murs, on comprend pleinement le concept de lycée polyvalent. Ici, les élèves peuvent passer de la voie professionnelle à la voie technologique, de la voie technologique à la voie générale et réciproquement. Enseignante de mathématiques, aujourd'hui responsable de la filière scientifique, Doan Pham parle du déplacement qu'elle vit depuis son arrivée : « *L'importance accordée aux différentes voies de réussite est très forte. Nous nous demandons sans cesse comment rester ouverts, nous adapter et ne pas enfermer.* » Aux yeux de l'équipe, il en va de l'avenir du lycée professionnel. « *L'enjeu, pour réduire le poids des déterminismes sociaux, c'est de sortir du cadre du lycée professionnel stricto sensu. Le changement majeur doit intervenir d'abord au niveau de la pédagogie, avec*

une façon plus modulaire d'aborder les parcours », analyse Brigitte Chibani-Mandeville, la directrice, qui accueille cette année, dans sa filière sanitaire et sociale, des élèves issus de seconde pro et de lycée général. L'ouverture à cette rentrée d'une 2^{de} pro de détermination, conçue pour les plus indécis, est le dernier dispositif de Saint-Vincent. À côté de la 2^{de} générale et technologique, cette 2^{de} pro vise à « *faire découvrir aux élèves les spécialités et filières les plus favorables à leur réussite* ». Elle se compose d'enseignements généraux renforcés pour une poursuite éventuelle en 1^{re} technologique, de stages en milieu professionnel (d'une durée de deux fois trois semaines) et d'un emploi du temps individuel intégrant des enseignements d'exploration du lycée général et technologique. Parmi les dix jeunes accueillis au lycée professionnel en 2^{de} pro de détermination depuis septembre, certains qui souhaitaient, en premier choix, une filière générale ont vite trouvé leur compte

Les élèves de 2^{de} pro de détermination avec leur professeur principal, Delphine Anselme.

dans l'enseignement professionnel. « Pour moi, le pro n'est pas moins bien que la filière ES. Ce que je veux, c'est juste trouver ma voie », explique Arthus, 15 ans, qui, après un stage en sommellerie vise désormais une école de gastronomie. À ses côtés, Chahina, 15 ans, qui ne se plaisait « plus trop » en 2^{de} générale, se dirige vers le métier d'opticien : « Dans cette 2^{de} restreinte en termes d'effectif, les profs ont plus de temps pour suivre chacun d'entre nous. »

À l'image des mini-stages de découverte déjà proposés en 3^e ou en 2^{de} à Saint-Vincent, ce dispositif décloisonné existait « mais au compte-gouttes ». « Vu le nombre croissant de demandes, on a souhaité le formaliser », indique Sonya Petit, responsable de la section d'enseignement professionnel qui espère accueillir vingt jeunes l'an prochain en 2^{de} pro de détermination.

90 % de réussite aux concours

Pour sortir du cadre « une classe-un prof-une note », l'équipe entend aussi développer ses ateliers « Enseigner autrement » proposés aux élèves du lycée professionnel, tous les jours de 15 h à 18 h, et à ceux du lycée général chaque jeudi et vendredi. En petits groupes, les jeunes apprennent dans les ateliers à mieux se connaître, à auto-évaluer leurs besoins pour progresser. « Ils sont amenés à opérer des choix responsables parmi les propositions qui leur sont faites – méthodologie, travaux pratiques, approfondissement, interdisciplinarité... Et ils retrouvent leurs camarades du lycée général et technologique selon les thématiques. À la fin de chaque période, un bilan permet à chacun d'établir, avec l'équipe, un point d'étape et de dessiner les contours de la période suivante », précise Emmanuelle Gricourt, elle aussi directrice déléguée aux formations professionnelles, qui voit dans cette mixité des publics un précieux levier.

« L'idée serait d'aller vers un système comprenant un cycle terminal modulaire et semestriel, qui dépasse la structuration actuelle en séries », pointe Dominique Manga, coordinateur du lycée polyvalent,

un poste à l'intitulé éloquent créé il y a deux ans. Il inclut aussi le périmètre de l'apprentissage avec une unité de formation d'apprentis (UFA) et de la formation professionnelle pour adultes.

Ce travail sur les parcours passe en outre par le lien avec l'extérieur (lycées, établissements d'enseignement supérieur et monde professionnel) et le soin porté aux articulations pour la poursuite d'études et/ou l'insertion professionnelle.

Au-delà de la dynamique déployée autour des Cordées de la réussite ou encore du label « Lycée des métiers », un autre dispositif propre à Saint-Vincent-de-Paul, la classe prépa Sup social, témoigne de la mobilisation de l'équipe pour accompagner ses élèves de filière sanitaire et sociale vers des études pour la plupart sélectives (concours de niveau IV, DUT, BTS...).

« Si l'on ne crée pas de dispositifs pour informer et former ces jeunes à la façon de travailler dans le supérieur, on va droit à l'échec. C'est l'avantage d'avoir du pré- et du post-bac et des enseignants sur les deux niveaux », insiste Dominique Manga, qui observe 90 % de réussite aux concours l'an dernier pour les étudiants inscrits dans cette classe hors-contrat. « Cette souplesse est extrêmement chronophage, mais tellement féconde, insiste Brigitte Chibani-Mandeville. C'est elle qui permet aux élèves de prendre leur envol. »

VERS DES 2^{des} PLUS OUVERTES

C'était l'esprit de la réforme du lycée : une orientation plus progressive et réversible et des passerelles concrètes en fin de 2^{de} générale et technologique, notamment vers la 1^{re} professionnelle. Un esprit souvent balayé par la tentation des établissements de remplir avant tout les filières qu'ils proposent...

De la « 2^{de} pro de détermination » à Saint-Vincent-de-Paul à Paris, à la 2^{de} « pro indifférenciée » ou « globale » proposée au lycée Ozanam à Lille, des modalités plus souples au sein de ce palier sont proposées.

« L'enjeu clé, c'est de décloisonner », indique Christophe Leroy, le directeur de l'établissement lillois. Il s'agit d'ouvrir des horizons insoupçonnés aux collégiens et de leur faire découvrir les spécialités et filières où ils s'épanouiront. » **AS**

Prévenir le décrochage

Élaborer un dispositif anti-décrochage dans son lycée professionnel. Tel est l'enjeu d'une formation proposée par l'UNETP¹, les 10 et 11 mai prochains à Paris.

Coline Léger



© N. Fossey-Sergent

En théorie, les filières professionnelles sont moins concernées par le décrochage scolaire que l'enseignement général : les élèves, motivés par un projet professionnel et des études concrètes, y retrouvent le goût d'apprendre. Pourtant, une frange d'entre eux abandonne en cours de route. « *En CAP, 30 % des élèves décrochent au cours des deux ans*, indique Nicole Bouin, ancien professeur de lettres-histoire dans l'enseignement industriel, au lycée La Mache de Lyon, qui a animé un dispositif régional de lutte contre le décrochage scolaire, « Potentiels Jeunes ». Parmi ces décrocheurs, on trouve les élèves orientés par défaut, mais aussi des jeunes souffrant de troubles des apprentissages : « *Leurs troubles, non pris en charge dans l'enseignement général, persistent après leur orientation. Certains établissements professionnels, réputés pour leur accompagnement de ces troubles, accueillent 30 % d'élèves à besoins particuliers, contre 10 % en moyenne dans l'enseignement en général* », souligne

Nicole Bouin. Autre phénomène, trop peu abordé selon elle : les enfants intelligents, voire précoces, mais pas scolaires, orientés vers les voies professionnelles. « *Les études montrent que 70 % des élèves précoces sont*

orientés dans les filières pro ! », se désole celle qui est aussi marraine d'une association lyonnaise œuvrant pour la prévention du décrochage scolaire, Les Déclics.

Face à ce constat, le Comité de liaison de l'enseignement technologique et professionnel (CLETP) qui regroupe différents acteurs de cette filière² a proposé en 2014 une première formation, à Toulouse, sur le thème de « l'ancrochage ». Les suivantes se sont dérou-

Le décrochage touche 30 % des élèves en CAP.

lées à Paris pour accueillir un public plus nombreux. Baptisée « Faire réseau pour des parcours réussis », la session qui se déroule cette année les 10 et 11 mai, dans les locaux de l'UNETP, à Paris, est animée par Nicole Bouin. Destinée à tous les membres de l'équipe éducative concernés, elle se penche sur la compréhension du phénomène (profils des décrocheurs, causes...), les méthodes de prévention et les dispositifs d'ancrochage possibles. Elle aide surtout les participants à ébaucher leur propre dispositif. « *La formation est plus efficace lorsqu'ils viennent en équipe. Cela facilite ensuite la poursuite de leurs travaux*, souligne Nicole Bouin. *Souvent, il s'agit de donner de la cohérence et de la visibilité aux initiatives parcellaires déjà existantes.* »

➔ **Inscriptions et modalités sur : www.unetp.org**

1. Union nationale de l'enseignement technique privé.

2. Cneap, Apel, CNFETP, UNETP...

LE CNFETP INNOVE. Formation initiale des enseignants, aide à la préparation des concours, accompagnement à la mise en œuvre des réformes, pédagogies innovantes... « *Le Centre national de formation de l'enseignement technique privé (CNFETP), implanté dans trois villes (Lyon, Lille, Nantes), organise chaque année plus de 250 stages* », explique Éric Deltour, directeur du centre de Lille. « Apprendre autrement avec les jeux sérieux », « Utiliser la pédagogie collaborative », ou encore « Faire appel aux neurosciences » sont quelques unes des formations proposées. Le CNFETP mène également des missions de recherche-action. Un exemple : cinq établissements de territoires différents gèrent une entreprise virtuelle en ligne dans le cadre du bac pro numérique GA (gestion-administration). **www.cnfetp.com**

Tous en Cordées !

Le passage du bac pro au BTS reste une opération délicate. Pour y remédier, Renasup met en place des Cordées de la réussite¹, avec l'aide de la Fondation Saint Matthieu. Un millier de lycéens professionnels ont déjà bénéficié de cet accompagnement.

Laurence Estival

Alors qu'un titulaire de bac pro sur deux souhaite poursuivre ses études dans l'enseignement supérieur, le ministère de l'Éducation nationale conduit une expérimentation à laquelle est associé l'enseignement catholique dans cinq académies (Lille, Amiens, Besançon, Dijon et Rennes). Objectif : accorder à ces bacheliers un accès prioritaire en BTS, qui reste le cursus le plus adapté à leur profil. Mais ouvrir plus largement les portes des BTS risque de ne pas être suffisant, malgré ce coup de

pouce, pour répondre aux attentes des candidats. Le taux d'obtention du BTS pour les bacs pro reste inférieur à la moyenne des élèves issus des autres filières. « Pour nombre d'entre eux, la marche est trop haute. En BTS, ils doivent fournir un travail personnel auquel ils ne sont pas préparés et être plus autonomes qu'au lycée », met en avant Jean-Marc Petit, délégué général de Renasup (Réseau national d'enseignement supérieur privé). Les lacunes dans les matières générales favorisent, elles aussi, le décrochage.

Préparation renforcée

Pour sortir de cette situation, Renasup a signé avec la Fondation Saint Matthieu un partenariat ambitieux reposant sur une préparation accrue des bacs pro. « Nous nous appuyons sur les Cordées de la réussite. Les élèves de lycées professionnels sont accompagnés par des établissements préparant des BTS », poursuit Jean-Marc Petit. Dans ce cadre, des étudiants de BTS, qui sont passés eux-mêmes par un bac pro, et des enseignants de BTS interviennent dès la classe de 1^{re} professionnelle. Au menu : un travail sur l'orientation et un accompagnement multiforme. Des modules visant à renforcer le niveau des élèves de bac pro dans les matières générales mais aussi des activités culturelles favorisant une plus grande ouverture d'esprit leur sont ainsi proposés. « Notre objectif est



La Cordée Ambition Sup Techno et Pro du lycée Le Rebours, lors des journées nationales des Cordées de la réussite, le 19 janvier 2017.

© CCFD-Terre Solidaire

d'assurer une meilleure continuité entre le bac pro et le BTS », poursuit Jean-Marc Petit. « Depuis trois ans, un millier de lycéens professionnels ont bénéficié de cet accompagnement. Et nous devrions pouvoir mesurer les premiers résultats dès le mois de juin prochain, quand les premiers élèves tutorés vont passer leur BTS », note Vincent Cordonnier, délégué général de la Fondation Saint Matthieu, qui affecte une enveloppe annuelle de 150 000 euros à ce projet.

Chaque année, vingt-cinq projets sont retenus par Renasup et la Fondation Saint Matthieu pour une période de trois ans. « Nous assumons les coûts afférents (visites, intervenants extérieurs...), la préparation proprement scolaire relevant de la dotation horaire des établissements. » À noter aussi : les financements reçus sont dégressifs et, au terme des trois ans, c'est à la Cordée elle-même de trouver d'autres ressources pour poursuivre. « Nous intervenons pour amorcer une dynamique, justifie Vincent Cordonnier. Grâce à cette politique, nous pouvons chaque année intégrer de nouveaux établissements dans le dispositif. » De quoi faire, à terme, du bac pro, un véritable tremplin vers le BTS.

1. Ce dispositif, qui repose sur des partenariats entre des lycées ou collèges et des établissements d'enseignement supérieur, vise à accroître l'ambition scolaire des jeunes lycéens et collégiens issus de milieux sociaux modestes.

POUR ALLER PLUS LOIN

Textes de référence

- *Dans un contexte nouveau, des stratégies nouvelles pour la voie professionnelle*, texte d'orientation du Cnec du 26 novembre 2015. À télécharger sur : enseignement-catholique.fr
- Livre blanc de l'UNETP, juillet 2012.
- *Pour un enseignement professionnel d'excellence dans l'enseignement catholique ouvert à tous*, Les propositions de la commission Avenir de l'enseignement professionnel au Cnec, texte d'orientation du Cnec du 4 juillet 2008. À télécharger sur : enseignement-catholique.fr

Mooc

Mooc de Renasup sur l'orientation : www.mooc-renasup.org

Livres

- *Le lycée professionnel : relégué et avant-gardiste ?*, Jean-Pascal Kaplinsky, Maryse Lopez, Judith Rosenfeld, Xavier Sido et Éric Verdier, ENS éditions 2016.
- *Le baccalauréat professionnel : impasse ou nouvelle chance ?*, Vincent Troger, Pierre-Yves Bernard et James Masy, PUF, 2016.
- *Valoriser l'enseignement professionnel : une exigence sociale*, collectif, Syllepse, 2017. À commander sur : snuep.fr

Revue

Dossier « Formation professionnelle et employabilité » dans *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n° 71, Christian Forestier (dir.), avril 2016.

Rapports, dossier

- *Le recensement des bonnes pratiques pédagogiques dans l'enseignement professionnel*, rapport n° 2016-078, IGEN, novembre 2016. À télécharger sur : education.gouv.fr
- *Cartographie de l'enseignement professionnel*, rapport n° 2016-041, IGEN-IGAENR, juillet 2016. À télécharger sur : education.gouv.fr
- *De vraies solutions pour l'enseignement professionnel*, dossier de synthèse du Cnesco, juin 2016. À télécharger sur : cnesco.fr
- *Améliorer la poursuite d'étude dans l'enseignement supérieur des bacheliers professionnels*, rapport de Christian Lermينياux, septembre 2015.

Site internet

– www.onisep.fr/Mon-industrie